



RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU QUATRIÈME TRIMESTRE ET DE L'EXERCICE 2015

Chers actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du Groupe Lectra pour le quatrième trimestre et l'exercice 2015, clos le 31 décembre. Les comptes de l'exercice ont fait l'objet d'un examen par les Commissaires aux comptes.

Sauf indication contraire, les variations sont à données réelles. Lorsqu'elles sont mentionnées, les comparaisons entre 2015 et 2014 à « données comparables » correspondent aux chiffres 2015 recalculés aux cours de change 2014.

1. SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ DU QUATRIÈME TRIMESTRE 2015

Avec une parité moyenne de \$ 1,09 / € 1 au quatrième trimestre, le dollar s'est inscrit en hausse de 14 % par rapport au quatrième trimestre 2014 (\$ 1,25 / € 1). Le yuan, de son côté, s'est apprécié de 10 %. L'évolution du dollar, du yuan et des autres devises a eu pour effet mécanique d'augmenter de € 3,2 millions (+ 5 %) le chiffre d'affaires et de € 1,9 million (+ 27 %) le résultat opérationnel dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Fort rebond des commandes de nouveaux systèmes

Les commandes de nouveaux systèmes se sont établies à € 32,1 millions, en progression de 20 % (+ 12 % à données comparables) par rapport au quatrième trimestre 2014 (€ 26,8 millions). Elles étaient respectivement de € 21,3 millions, € 26,2 millions et € 22,9 millions aux premier, deuxième et troisième trimestres 2015.

Les commandes de nouvelles licences de logiciels (€ 6,6 millions) progressent de 8 %, celles des équipements de CFAO (€ 21,7 millions) de 29 %. Les commandes de formation et de conseil (€ 3,1 millions) reculent de 4 %.

Forte hausse du résultat opérationnel et du résultat net

Le chiffre d'affaires s'élève à € 62,2 millions, en croissance de 8 % par rapport au quatrième trimestre 2014 (+ 3 % à données comparables).

Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes augmente de 6 % (- 1 % à données comparables), le chiffre d'affaires récurrent de 10 % (+ 6 % à données comparables) : + 8 % pour les contrats récurrents et + 13 % pour les consommables et pièces détachées (respectivement + 4 % et + 8 % à données comparables).

Le résultat opérationnel atteint € 8,9 millions, en hausse de 35 % (+ 7 % à données comparables).

La marge opérationnelle s'établit à 14,2 %, en progression de 2,8 points (+ 0,4 point à données comparables).

Ces chiffres sont conformes aux estimations publiées le 29 octobre.

Le résultat net atteint € 7,4 millions, en hausse de € 2,6 millions (+ 55 %) par rapport au quatrième trimestre 2014.

Enfin, le cash-flow libre s'élève à € 6,7 millions (€ 4,0 millions au quatrième trimestre 2014, hors encaissement de € 5,7 millions correspondant au crédit d'impôt recherche 2010).

2. SYNTHÈSE DE L'ANNÉE 2015

Un environnement macroéconomique plus difficile que prévu

Dans son rapport du 11 février 2015, la société avait indiqué qu'elle se préparait à une année aussi imprévisible que difficile. La persistance des incertitudes macroéconomiques, géopolitiques et monétaires risquait en effet de retarder le retour de la confiance et de peser encore fortement sur les décisions d'investissement des entreprises.

Le contexte s'est en fait avéré plus difficile qu'anticipé, détérioré en raison d'évènements imprévus : ralentissement de la croissance de l'économie mondiale, en particulier celle de la Chine – avec ses conséquences sur l'ensemble des pays asiatiques, très dépendants de la Chine, et ceux exportateurs de matières premières – effondrement de l'économie du Brésil, bouleversement des parités monétaires changeant la donne pour la quasi-totalité des pays, très forte chute des cours du pétrole, guerres au Moyen-Orient, attentats en France et dans le monde,... Parallèlement, la compétitivité de l'industrie américaine est ressortie comme un facteur favorable.

L'absence de visibilité et l'accroissement des inquiétudes des entreprises des marchés sectoriels de Lectra ont, en conséquence, freiné leurs investissements.

Impact favorable de la baisse de l'euro

Avec une parité moyenne de \$ 1,11 / € 1, le dollar s'est inscrit en hausse de 20 % par rapport à 2014 (\$ 1,33 / € 1). Le yuan, de son côté, s'est apprécié de 17 %.

L'évolution des cours de change a eu au final un impact mécanique très favorable, avec une augmentation de € 16,4 millions (+ 7 %) du chiffre d'affaires et de € 8,9 millions (+ 39 %) du résultat opérationnel dans les chiffres 2015 exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Compte tenu des effets complexes induits par de tels niveaux de fluctuations des parités monétaires, décrits ci-dessous, l'analyse des variations à données comparables entre 2015 et 2014 est peu pertinente.

Renforcement de la compétitivité de Lectra

La forte baisse de l'euro depuis l'été 2014 est un événement majeur pour la société. Partout dans le monde, sa position concurrentielle s'en est trouvée significativement renforcée. En effet, tout en investissant dans l'innovation pour accroître sa compétitivité, Lectra a fait le choix de maintenir sa R&D et sa production en France : l'essentiel de ses coûts de revient est ainsi en euro, avec une inflation quasi-nulle.

A l'inverse, une grande partie de ses concurrents – en particulier le principal, américain – fabriquent leurs équipements en Chine. Leurs coûts de revient, essentiellement en yuan, subissent par conséquent non seulement une hausse constante des salaires et charges sociales, mais aussi une inflation plus forte.

Pour l'ensemble des acteurs, les prix de vente en Amérique du Nord et en Asie sont principalement fixés en dollar, ou en yuan en Chine. Pour ne pas voir leurs marges se détériorer fortement, les concurrents fabriquant en Chine ont maintenu sur ces marchés leurs prix de vente et, en Europe, ont commencé à les revoir à la hausse.

De leur côté, les quelques acteurs européens spécialisés dans les équipements de FAO ayant conservé leur fabrication en Europe, avantagés eux aussi par l'évolution des parités de change, ont revu à la baisse leurs prix de vente en Asie et dans les Amériques pour accroître leurs parts de marché.

Effets complexes pour les clients de Lectra

Parallèlement, la compétitivité des clients de Lectra a été profondément modifiée – améliorée ou détériorée – selon leurs lieux de fabrication et de vente.

Les entreprises européennes ayant délocalisé leur production ou réalisant leurs achats en Chine doivent s'adapter au renchérissement du coût des importations par une réorientation de leur stratégie d'approvisionnement. Ainsi, en raison de leur perte de compétitivité, les industriels chinois subissent une baisse des commandes de leurs donneurs d'ordre européens et se retrouvent en surcapacité industrielle, ce qui a un impact négatif sur leurs décisions d'investissement.

Dans les pays émergents, la forte dépréciation des monnaies par rapport au dollar (surtout au Brésil, avec une chute du réal de 44 % depuis l'été 2014) a également des conséquences préjudiciables sur les investissements des entreprises, leurs coûts augmentant de manière significative.

Ce contexte a conduit la société à procéder à des ajustements de ses prix de vente début septembre.

Commandes de nouveaux systèmes en hausse à données réelles, stables à données comparables

Les commandes des nouveaux systèmes s'élèvent à € 102,4 millions, en progression de € 8,1 millions (+ 9 %) par rapport à 2014 à données réelles, stables à données comparables. Elles sont inférieures aux attentes de la société qui s'était fixé pour objectif une hausse supérieure à 15 % à données comparables.

Les nouvelles licences de logiciels (€ 23,7 millions) progressent de 6 %, les équipements de CFAO (€ 64,2 millions) de 13 %. En l'absence de signature de projets significatifs au premier semestre, la formation et le conseil (€ 12,3 millions) reculent de 4 %.

Géographiquement, la situation est très contrastée : les commandes augmentent de 55 % dans les Amériques (+ 64 % en Amérique du Nord et + 24 % en Amérique du Sud), mais reculent de 5 % en Europe et de 1 % en Asie-Pacifique ; elles progressent de 11 % dans les pays du reste du monde (Afrique du Nord, Afrique du Sud, Turquie, Moyen-Orient ...).

Par marché sectoriel, les commandes augmentent de 9 % dans la mode et l'habillement et sont stables dans l'automobile. Elles progressent de 59 % dans l'ameublement et reculent de 5 % dans les autres industries. Ces marchés ont représenté respectivement 49 %, 33 %, 11 % et 7 % du montant total des commandes.

Très forte hausse des résultats

Le chiffre d'affaires s'établit à € 237,9 millions, en croissance de 13 % par rapport à 2014. Le résultat opérationnel atteint € 31,8 millions et le résultat net € 23,4 millions, en hausse respectivement de € 12,0 millions (+ 61 %) et € 9,0 millions (+ 63 %).

La marge opérationnelle s'élève à 13,4 %. Elle augmente de 4,0 points.

A données comparables, la croissance du chiffre d'affaires est de 5 %, la hausse du résultat opérationnel de 16 %, et la marge opérationnelle augmente de 0,9 point.

L'objectif de la société, communiqué dans son rapport financier du 11 février 2015, était de réaliser en 2015 un chiffre d'affaires de l'ordre de € 240 millions, un résultat opérationnel courant d'environ

€ 29 millions, une marge opérationnelle courante de 12 % et un résultat net de l'ordre de € 20 millions, sur la base de parités arrêtées au 15 décembre 2014 (notamment \$ 1,25 / € 1).

A données réelles, le chiffre d'affaires de l'exercice (€ 237,9 millions) est très proche de cet objectif et le résultat opérationnel (€ 31,8 millions) le dépasse de € 2,8 millions. La marge opérationnelle (13,4 %) est plus élevée de 1,4 point, grâce à de meilleures marges, à des frais généraux moins élevés que prévu et à l'impact favorable des cours de change. Quant au résultat net (€ 23,4 millions), il est supérieur à l'objectif de € 3,4 millions.

Aux cours de change utilisés pour ces objectifs, le chiffre d'affaires s'établit à € 226,0 millions et le résultat opérationnel à € 25,4 millions, en retard respectivement de € 14,0 millions (- 6 %) et de € 3,6 millions (- 12 %).

Augmentation du cash-flow libre

Le cash-flow libre atteint € 21,5 millions, contre € 19,0 millions en 2014.

Une entreprise sans dette, des capitaux propres et une trésorerie nette encore plus solides

Au 31 décembre 2015, les capitaux propres ont augmenté de € 18,7 millions par rapport au 31 décembre 2014 pour s'élever à € 113,0 millions (+ 20 %) et la trésorerie nette de € 16,3 millions à € 59,3 millions (+ 38 %), après paiement du dividende de € 7,6 millions au titre de l'exercice 2014.

La société n'a plus de dette depuis le 31 mars 2015.

3. FEUILLE DE ROUTE STRATÉGIQUE 2013-2016 : TROISIEME RAPPORT D'ÉTAPE

Pour sortir renforcée de la crise, se préparer aux nouveaux défis de l'après-crise et en saisir les opportunités, la société avait initié une première feuille de route stratégique pour la période 2010-2012, qui avait démontré à la fois son efficacité, la solidité du modèle économique de Lectra et sa forte résilience.

La société avait ensuite publié, dans son rapport financier du 12 février 2013, sa nouvelle feuille de route stratégique pour 2013-2015, qui intégrait les grandes lignes de son plan de transformation et d'investissements d'avenir de € 50 millions lancé fin 2011.

La croissance mondiale plus faible qu'anticipé et le contexte macroéconomique toujours plus incertain l'avaient toutefois incitée à la prudence et, dans son rapport du 11 février 2014, elle avait indiqué avoir repoussé à fin 2016 ses objectifs financiers initialement fixés pour 2015.

Ainsi, la feuille de route a été étendue à la période 2013-2016. Ses différents chapitres sont rappelés ci-dessous, suivis du troisième rapport d'étape correspondant.

Une stratégie de long terme

Cette feuille de route 2013-2016 avait été élaborée pour permettre à la société la pleine réalisation de son potentiel de croissance, dans la continuation de sa stratégie de long terme qui demeurait privilégiée. Au regard de la précédente, ses objectifs majeurs restaient inchangés : accentuer l'avance technologique et la forte valeur de l'offre de produits et services de Lectra ; renforcer sa position concurrentielle et ses relations de long terme avec ses clients ; accélérer sa croissance organique ; accroître sa profitabilité en augmentant régulièrement la marge opérationnelle ; continuer, enfin, de générer un cash-flow libre supérieur au résultat net (dans l'hypothèse de l'utilisation ou de l'encaissement du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisés dans l'année) permettant d'autofinancer son développement.

Rapport d'étape

Ces cinq objectifs stratégiques ont guidé les actions de la société et se traduisent dans les résultats 2015.

Construire l'avenir pour le nouvel ordre économique de l'après-crise

La feuille de route reposait sur l'hypothèse que huit économies (Brésil, Russie, Inde, Chine, Corée du Sud, Indonésie, Mexique, Turquie) produiraient la moitié de la croissance mondiale durant la décennie en cours. A l'exemple de la Chine, leurs modèles de croissance seraient davantage tirés par leurs marchés intérieurs, une plus grande valeur ajoutée et la recherche de meilleurs taux de marge des entreprises. Lectra était armée pour transformer cette nouvelle donne en vecteur de croissance dynamique. L'autre moitié de la croissance mondiale proviendrait toujours des pays développés dans lesquels le Groupe détenait déjà une part de marché significative.

Dans cette perspective, la société bénéficierait de son positionnement haut de gamme, soutenu par les nouvelles générations de l'ensemble de ses solutions, une avance technologique renforcée, des services performants, l'expertise de ses équipes dans les métiers de ses clients et une montée en puissance dans les grands comptes mondiaux pour accompagner leur stratégie de compétitivité. Elle demeurerait le seul acteur de son industrie à fournir, sur tous ses marchés géographiques et sectoriels, une offre complète, créatrice de forte valeur pour ses clients et les faisant bénéficier d'un avantage compétitif unique sur le long terme.

Cinq accélérateurs conduiraient la croissance de Lectra : les pays émergents, mais également le rebond industriel des Etats-Unis et d'autres pays développés ; l'automobile, industrie en forte mutation technologique et géographique ; le cuir, grâce aux nouvelles gammes révolutionnaires de découpeurs automatiques *Versalis* ; le PLM pour la mode et l'habillement, ses solutions collaboratives facilitant la gestion des collections ; enfin, pour la mode et l'habillement également, la 3D, nouveau langage universel du modélisme.

Rapport d'étape

Dans son deuxième rapport d'étape du 11 février 2015, la société avait constaté une contribution à la croissance de son activité très différente selon les pays et marchés de l'hypothèse initialement retenue, en raison de l'évolution de leur situation économique. Ainsi, la Chine, l'automobile et le PLM pour la mode et l'habillement seraient les trois accélérateurs de croissance de 2015 et 2016 – les autres produiraient leurs effets à plus moyen terme.

La forte baisse de l'euro par rapport au dollar et au yuan notamment, depuis l'été 2014, a significativement renforcé la position concurrentielle du Groupe. En revanche, le bouleversement des parités monétaires, le ralentissement de l'économie chinoise, leurs répercussions sur de nombreuses économies – en particulier la Turquie et le Brésil, mais aussi la Corée du Sud et certains pays d'Asean – ont eu un effet fortement négatif sur l'activité du Groupe (*cf.* chapitre 2).

Après une période de transition et de stabilisation dont la durée demeure incertaine, la Chine devrait comme prévu représenter, à elle seule, environ un tiers du potentiel de croissance de l'activité à moyen terme. L'offre de Lectra est parfaitement adaptée au nouveau plan *Made in China 2025* du gouvernement chinois, destiné à développer une industrie à valeur ajoutée dans le pays. Le Brésil et la Turquie, au contexte économique devenu plus difficile, devraient retrouver leur niveau de contribution anticipé à un horizon plus lointain. De leur côté, les États-Unis, l'Allemagne, l'Italie et la France, ainsi que le Mexique, pourraient monter en puissance plus rapidement que prévu.

Le positionnement haut de gamme de la société à nouveau renforcé en 2015, l'expertise de ses équipes encore enrichie et son avance technologique accrue la mettent en position de profiter au mieux des opportunités sur ces différents marchés.

Malgré la contre-performance conjoncturelle de l'automobile en 2015, son poids dans l'activité du Groupe devrait augmenter en 2016 et à moyen terme, par l'effet combiné de la croissance du marché en Chine et dans les autres pays émergents, de la proportion de plus en plus importante des intérieurs de voiture en cuir et de la multiplication du nombre d'airbags. La nouvelle génération révolutionnaire de découpeurs laser *FocusQuantum* pour les airbags, lancée en décembre 2015, devrait contribuer à conforter le leadership de Lectra.

La croissance du marché du cuir sera, quant à elle, essentiellement concentrée sur l'automobile, l'acquisition des nouvelles technologies se faisant de manière moins rapide dans l'ameublement – qui a néanmoins amorcé un fort rebond en 2015 et devrait représenter, à moyen terme, le deuxième marché pour le cuir après l'automobile – et dans la mode et l'habillement.

Dans la mode et l'habillement, la mondialisation du marché, le développement de la consommation dans les pays émergents et le développement des ventes sur Internet devraient accélérer la demande de logiciels de PLM. Malgré quelques succès en 2015, les commandes correspondantes restent inférieures aux attentes, mais une accélération des ventes est attendue dès 2016. En revanche, l'adoption de la 3D sera plus lente que prévu : révolution inéluctable pour les entreprises, elle les amènera, afin d'en tirer tous les bénéfices, à revoir leurs méthodes de développement en profondeur.

Des hypothèses macroéconomiques volontairement prudentes

La feuille de route avait été construite sur la base des conditions macroéconomiques difficiles de 2012 et des prévisions de croissance mondiales connues, prenant toutefois en compte une augmentation de la confiance des entreprises : celles-ci, dans ce contexte, devaient nécessairement s'adapter et construire leur propre avenir, avec une reprise progressive de leurs investissements.

Rapport d'étape

L'environnement macroéconomique a été plus difficile en 2015 que prévu (cf. chapitre 2).

Des objectifs financiers clairs et ambitieux

Les principaux objectifs financiers de la feuille de route, établis sur la base des parités au 1^{er} février 2013 (notamment \$ 1,35 / € 1), étaient :

- une croissance du chiffre d'affaires supérieure à 33 %, à données comparables, sur la période 2013-2016 ;
- un taux de marge opérationnelle courante de 15 % en 2016 ;
- un résultat opérationnel courant et un résultat net multipliés par plus de deux en quatre ans.

Ces objectifs, fondés sur une croissance organique, s'accompagnaient d'une rigueur de gestion des équilibres opérationnels, par le maintien d'un ratio de sécurité – part des frais fixes annuels couverts par la marge brute dégagée par le chiffre d'affaires récurrent – supérieur à 75 %.

En cas de réalisation de ces objectifs, le résultat opérationnel courant serait multiplié par près de quatre en 2016 par rapport à 2007, dernière année d'avant-crise, et la marge opérationnelle courante progresserait de près de 10 points, à données réelles.

La société, compte tenu des aléas pouvant intervenir en période d'anticipations difficiles, avait précisé que ces objectifs pourraient être revus en cours de route.

Rapport d'étape

En 2015, si les commandes et le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ont à nouveau été en retard sur le plan de marche de l'année, le chiffre d'affaires récurrent a enregistré une croissance plus forte qu'anticipé.

La société a pleinement bénéficié des impacts favorables de la baisse de l'euro, avec un chiffre d'affaires, un résultat opérationnel et un résultat net en croissance respectivement de 13 %, 61 % et 63 % à données réelles.

Les frais généraux fixes autres que les investissements d'avenir sont restés inférieurs au montant budgété et tous les autres paramètres ont été conformes ou meilleurs que prévus.

Le modèle économique s'est significativement renforcé : les ratios de profitabilité, notamment le taux de marge brute globale et la marge opérationnelle, ont été meilleurs que ceux attendus et le ratio de sécurité a été particulièrement solide (83 %).

Traduits aux cours de change retenus en 2013, le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel sont en retard sur la feuille de route.

Un plan de transformation de l'entreprise et des investissements d'avenir d'envergure

Face à l'ampleur de la crise économique de 2008-2009, la société avait réduit ses frais généraux fixes de près de 20 %, les ramenant de € 124 millions en 2007 à € 100 millions en 2010. Une deuxième phase de transformation était prévue pour construire sa nouvelle structure d'après-crise.

L'innovation, le capital humain fédéré par une culture d'entreprise forte, une éthique sans compromis dans la conduite des activités et la proximité avec les clients restaient les moteurs du *leadership* de Lectra.

Confortée par ses résultats financiers, elle a décidé de privilégier sa stratégie de long terme plutôt que sa rentabilité à court terme, en y consacrant les moyens financiers appropriés. Ce plan, lancé fin 2011 pour la période de quatre ans 2012-2015, comportait trois volets :

- un plan de recrutement important consacré au renforcement des équipes commerciales et marketing, qui devaient passer de 220 personnes fin 2011 à 330 et de 16 % à 22 % de l'effectif total ;
- une augmentation de 40 ingénieurs de R&D logiciels à Bordeaux-Cestas, portant à 260 le nombre d'ingénieurs des équipes de R&D ;
- une accélération des investissements marketing.

Au total, ces investissements d'avenir représentaient € 50 millions cumulés, entièrement passés en charges, alors que leur bénéfice ne se ferait sentir que progressivement. Ils devaient conduire à des frais généraux fixes limités à environ € 130 millions en 2015 (sur la base des parités retenues à l'origine en 2013, notamment \$ 1,35 / € 1), un niveau inférieur à celui de 2007, après déduction de l'impact de l'inflation.

Si l'ensemble de ces recrutements était réalisé, l'effectif de Lectra devait augmenter d'environ 200 personnes pour atteindre 1 540 collaborateurs fin 2015. Un niveau équivalent à celui d'avant-crise (1 551 en 2007), mais avec une réallocation des ressources sur les activités les plus stratégiques et les marchés géographiques et sectoriels les plus porteurs, ainsi qu'une efficacité, des performances et des compétences renforcées. Le profond renouvellement et le renforcement des équipes commerciales concernaient prioritairement le Siège, l'Amérique du Nord, la Chine et la région Allemagne et Europe de l'Est.

Rapport d'étape

Dans son rapport du 11 février 2015, la société avait indiqué que le plan de recrutement avait été revu pour, d'une part, réajuster la répartition des recrutements sur les différents marchés géographiques et sectoriels, d'autre part augmenter la proportion de consultants avant-vente, compte tenu de la nature de plus en plus stratégique pour les clients de leurs investissements en technologies Lectra.

Il s'est achevé, comme prévu, fin 2015. La quasi-totalité des recrutements planifiés a été réalisée, mais le retard pris dans les recrutements des équipes commerciales en 2013 et 2014 ainsi que certains remplacements se traduisent par des équipes plus récentes qu'anticipé (près du quart des équipes commerciales ont moins de 12 mois de présence).

Au 31 décembre 2015 :

- l'effectif du Groupe s'établit à 1 517 (+ 179 personnes par rapport à fin 2011), dont 13 % ont rejoint le Groupe en 2015 et 37 % depuis le lancement du plan. 23 personnes, pour la plupart recrutées fin 2015, rejoindront le Groupe en 2016, portant l'effectif total à 1 540.
- l'effectif des équipes commerciales – y compris les consultants avant-vente – et marketing est de 337 (+ 109), dont 24 % ont intégré le Groupe en 2015 et 62 % depuis le lancement du plan ;
- l'effectif des équipes de R&D est de 265 (+ 47, en quasi-totalité des ingénieurs R&D logiciens).

Par ailleurs, l'augmentation des investissements marketing a renforcé l'image et la notoriété de Lectra, grâce notamment au nouveau site lectra.com mis en ligne en décembre 2014, au lancement en septembre 2015 du site chinois lectra.cn totalement localisé, à des témoignages clients de plus en plus riches, à trois campagnes de communication mondiale dans la mode et l'habillement, l'ameublement et l'automobile, et à des événements internationaux de grande envergure sur le campus technologique de Bordeaux-Cestas.

Le plan de transformation et d'investissements d'avenir aura permis un renouvellement et un renforcement importants des effectifs, et la réallocation des ressources sur les activités les plus stratégiques et les marchés géographiques et sectoriels les plus porteurs, avec l'effectif total prévu. La société entre maintenant dans une démarche d'amélioration continue.

Les investissements d'avenir ont représenté € 48,1 millions à fin 2015. Ils atteindront comme prévu € 50 millions : environ € 2 millions engagés en 2015 figureront dans les frais de 2016.

Les frais généraux fixes se sont élevés à € 133 millions en 2015.

Un développement entièrement autofinancé

L'objectif de la feuille de route était de continuer à dégager un cash-flow libre annuel supérieur au résultat net (dans l'hypothèse de l'utilisation ou de l'encaissement du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité et emploi applicables en France), lui permettant de poursuivre sa politique de rémunération des actionnaires tout en assurant le financement de son développement futur, sans endettement financier.

La société devait poursuivre sa politique de distribution de dividendes, avec un taux de distribution d'environ 33 % du résultat net (hors éléments non récurrents), les 67 % restants étant destinés à continuer d'autofinancer sa croissance. Exceptionnellement, ce taux pourrait atteindre ou dépasser 50 % jusqu'au plein effet des investissements d'avenir, dans la mesure où ils étaient déjà pris en compte dans la détermination du résultat net et du cash-flow libre.

Enfin, la société n'effectuerait pas de rachats de ses propres actions, en dehors du contrat de liquidité, et conserverait sa trésorerie pour financer de futures acquisitions ciblées dans les années à venir, si des opportunités se présentaient à des conditions favorables.

Rapport d'étape

La structure financière au 31 décembre 2015 est beaucoup plus solide qu'anticipé. Les résultats et le cash-flow libre ont permis d'augmenter régulièrement le dividende.

Aucune acquisition n'a été réalisée ou envisagée.

4. COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 2015

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'établit à € 237,9 millions, en croissance de 13 % (+ 5 % à données comparables) par rapport à 2014.

Il progresse dans toutes les régions : + 3 % en Europe, + 28 % dans les Amériques, + 17 % en Asie-Pacifique, + 7 % dans les pays du reste du monde. Ces régions ont représenté respectivement 43 % (dont 7 % pour la France), 28 %, 23 % et 6 % du chiffre d'affaires global. En 2014, elles avaient représenté respectivement 46 % (dont 8 % pour la France), 24 %, 23 %, et 7 % du chiffre d'affaires global.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 99,4 millions) augmente de 12 % (+ 3 % à données comparables). Il représente 42 % du chiffre d'affaires global, comme en 2014.

Le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels (€ 23,7 millions) progresse de 9 % et contribue à hauteur de 10 % au chiffre d'affaires global, comme en 2014.

Les équipements de CFAO (€ 61,3 millions) augmentent de 13 % et représentent 26 % du chiffre d'affaires global, comme en 2014.

La formation et le conseil (€ 12,2 millions) augmentent de 17 % et représentent 5 % du chiffre d'affaires global, comme en 2014.

Chiffre d'affaires des contrats récurrents, consommables et pièces détachées

Le chiffre d'affaires récurrent (€ 138,5 millions) augmente de 13 % (+ 6 % à données comparables). Comme en 2014, il représente 58 % du chiffre d'affaires global.

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents – qui contribue à 58 % du chiffre d'affaires récurrent et à 33 % du chiffre d'affaires global – s'élève à € 79,7 millions. Il progresse de 11 % (+ 5 % à données comparables) :

- les contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels (€ 46,0 millions), en progression de 10 % par rapport à 2014, représentent 19 % du chiffre d'affaires global ;
- les contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO (€ 33,7 millions), en hausse de 13 %, représentent 14 % du chiffre d'affaires global.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des consommables et pièces détachées (€ 58,8 millions) augmente de 15 % (+ 7 % à données comparables) et représente 25 % du chiffre d'affaires global (24 % en 2014).

Carnet de commandes

Le carnet de commandes des nouveaux systèmes au 31 décembre 2015 (€ 23,0 millions) augmente, à données réelles, de € 3,5 millions par rapport au 31 décembre 2014.

Il comprend € 17,0 millions de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO – € 14,1 millions livrables au premier trimestre 2016 et € 2,9 millions sur le reste de l'année –, et € 6,1 millions de formation et de conseil livrables au fur et à mesure de la réalisation des projets.

Marge brute

La marge brute s'élève à € 179,3 millions. Son augmentation de € 23,6 millions par rapport à 2014 représente près de 90 % de celle du chiffre d'affaires.

Le taux de marge brute global atteint 75,4 %. Il augmente de 1,7 point par rapport à celui de 2014, compte tenu de l'effet conjugué des variations des cours de change et d'une nouvelle amélioration des taux de marge brute. A données comparables, l'augmentation est de 0,5 point.

Les charges de personnel et les autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de service ou de la formation et du conseil ne sont pas intégrées dans le coût des ventes mais figurent dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais généraux

Les frais généraux s'établissent à € 147,5 millions, en hausse de 9 % (+ 4 % à données comparables). Ils se décomposent comme suit :

- € 132,8 millions de frais fixes (+ 9 % ; + 5 % à données comparables) – les investissements d'avenir liés au plan de transformation, entièrement passés en charges de la période, représentent € 18,1 millions, soit 14 % du montant total ;
- € 14,7 millions de frais variables (+ 5 % ; – 3 % à données comparables).

Les dépenses de recherche et développement, entièrement passées en charges de la période, sont comprises dans les frais généraux. Elles s'établissent à € 22,4 millions et représentent 9,4 % du chiffre d'affaires (€ 21,7 millions et 10,2 % pour 2014). Après déduction du crédit d'impôt recherche, de la part correspondante du crédit d'impôt compétitivité et emploi et des subventions comptabilisés depuis le début de l'année, les frais nets de R&D totalisent € 14,3 millions (€ 13,5 millions en 2014).

Résultat opérationnel et résultat net

Le résultat opérationnel atteint € 31,8 millions, en hausse de € 12,0 millions (+ 61 % ; + 16 % à données comparables).

Cette augmentation du résultat opérationnel provient de l'impact positif de la croissance du chiffre d'affaires récurrent pour € 5,4 millions, de celui des nouveaux systèmes pour € 2,5 millions, de l'augmentation des taux de marge brute pour € 1,2 million et de l'impact favorable de l'évolution des parités de change pour € 8,9 millions. Ces effets sont en partie compensés pour € 2,2 millions par l'augmentation naturelle des frais généraux fixes et pour € 3,9 millions par l'accroissement des investissements d'avenir liés au plan de transformation.

Les produits et charges financiers représentent une charge nette de € 0,2 million. Le résultat de change est négatif de € 0,5 million.

Après une charge d'impôt de € 7,7 millions, le résultat net atteint € 23,4 millions, en progression de 63 % (€ 14,4 millions pour 2014).

Le bénéfice net par action s'élève à € 0,76 sur capital de base et € 0,74 sur capital dilué (€ 0,48 sur capital de base et € 0,47 sur capital dilué en 2014).

Cash-flow libre

Le cash-flow libre atteint € 21,5 millions. Il était de € 19,0 millions en 2014. Ces montants intègrent l'encaissement de € 4,8 millions en 2015 et € 5,7 millions en 2014 au titre des crédits d'impôt recherche 2011 et 2010 non imputés.

Le crédit d'impôt recherche (€ 6,9 millions) et le crédit d'impôt compétitivité et emploi (€ 0,8 million) de 2015 ont été comptabilisés mais non encaissés. Si ces montants avaient été encaissés, le cash-flow libre aurait été de € 24,5 millions, hors remboursement du crédit d'impôt recherche 2011, à comparer à € 21,0 millions en 2014, calculés sur les mêmes bases.

Structure financière

Au 31 décembre 2015, les capitaux propres augmentent de € 18,7 millions, par rapport au 31 décembre 2014, pour atteindre € 113,0 millions, après paiement du dividende de € 7,6 millions (€ 0,25 par action) au titre de l'exercice 2014. Le montant des capitaux propres tient compte de la déduction des actions de la société détenues dans le cadre du contrat de liquidité, valorisées à leur prix d'acquisition de € 0,2 million (€ 0,1 million au 31 décembre 2014).

La société n'a plus de dette depuis le 31 mars 2015. La trésorerie disponible et la trésorerie nette s'établissent à € 59,3 millions. Au 31 décembre 2014, celles-ci étaient respectivement de € 43,5 millions et € 43,1 millions.

Le besoin en fonds de roulement est négatif de € 3,2 millions. Il comprend la créance de € 23,7 millions sur le Trésor public français au titre des crédits d'impôt recherche comptabilisés depuis l'exercice 2012, non encaissés et non imputés sur l'impôt. Retraité de cette créance, le besoin en fonds de roulement est négatif de € 27,0 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

Ces crédits d'impôt, lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés, font l'objet d'une créance sur le Trésor public français. Si celle-ci n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, elle est remboursée à la société au cours de la quatrième année.

5. PROPOSITION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT

Augmentation du dividende à € 0,30 par action

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 avril 2016 de porter le dividende à € 0,30 par action (+ 20 %) au titre de l'exercice 2015. Ce dividende représenterait un taux de distribution de 40 % du résultat net et un rendement de 2,5 % sur la base du cours de clôture de l'action au 31 décembre 2015.

Le dividende était de € 0,25 par action au titre de l'exercice 2014 et € 0,22 au titre des exercices 2013, 2012 et 2011.

Sous réserve de l'approbation des actionnaires, la mise en paiement du dividende aura lieu le 6 mai 2016.

6. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE

Evolution du capital

Au 31 décembre 2015, le capital social est de € 30 786 399, divisé en 30 786 399 actions d'une valeur nominale de € 1,00.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, il a été augmenté de € 457 285 en valeur nominale (assorti d'une prime d'émission de € 1 736 568) par la création de 457 285 actions résultant de la levée d'options de souscription d'actions.

La société a été informée le 10 février 2015 que Delta Lloyd Asset Management NV (Pays-Bas), agissant pour le compte de fonds gérés et de clients, avait franchi en baisse les seuils de 10 % du capital et des droits de vote, et qu'elle détenait à cette date 9,77 % du capital et 9,65 % des droits de vote.

En février 2015, la société a également été informée que Schroder Investment Management Ltd (Royaume-Uni), agissant pour le compte de fonds gérés et de clients, avait franchi en baisse les seuils de 10 % du capital et des droits de vote. Le 9 décembre 2015, Schroder a déclaré avoir franchi en baisse les seuils de 5 % du capital et des droits de vote et détenir à cette date 4,86 % du capital et 4,81 % des droits de vote.

A la date du présent rapport, à la connaissance de la société, les principaux actionnaires sont :

- André Harari et Daniel Harari détiennent de concert 36,1 % du capital et 35,7 % des droits de vote,
- Delta Lloyd Asset Management NV détient plus de 5 % (et moins de 10 %) du capital et des droits de vote pour le compte de fonds et de clients dont elle assure la gestion.

Aucun autre actionnaire n'a déclaré détenir plus de 5 % du capital ou des droits de vote.

Actions de la société détenues en propre

Au 31 décembre 2015, la société détenait moins de 0,1 % de ses propres actions dans le seul cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Evolution du cours de Bourse et des volumes d'échange

Au 31 décembre 2015, le cours de Bourse était de € 12,10, en hausse de 32 % par rapport au 31 décembre 2014 (€ 9,14). Au cours de l'exercice, son plus bas a été de € 8,98 le 6 janvier, son plus haut de € 14,65 le 30 juillet. En 2015, les indices CAC 40 et CAC Mid & Small ont gagné respectivement 9 % et 18 %.

Selon les statistiques d'Euronext, le nombre d'actions échangées sur Euronext (8,7 millions) a augmenté de 28 % et les capitaux échangés (€ 101,9 millions) de 86 % par rapport à 2014. Ces chiffres excluent les échanges réalisés sur toute autre plateforme de cotation.

La société a confirmé, dans son communiqué du 30 mars 2015, son éligibilité au PEA-PME. Celle-ci permet d'intégrer les actions Lectra au sein de comptes PEA-PME, dispositif bénéficiant d'avantages fiscaux en France dédié à l'investissement dans les petites et moyennes valeurs européennes.

7. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 31 DECEMBRE

Aucun événement important n'est à signaler.

8. CALENDRIER FINANCIER

L'Assemblée Générale annuelle se réunira le 29 avril 2016.

Les résultats financiers trimestriels de 2016 seront publiés le 28 avril, 28 juillet et 27 octobre 2016, après la clôture d'Euronext. Les résultats de l'exercice 2016 seront publiés le 9 février 2017.

9. ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE L'ACTIVITÉ ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Perspectives 2016

La société a abordé 2016 avec des fondamentaux opérationnels encore plus solides qu'en 2015 et une structure financière à nouveau renforcée. Les équipes commerciales nouvellement en place devraient monter en puissance progressivement.

Toutefois, l'année s'annonce à nouveau imprévisible. La persistance de conditions macroéconomiques, géopolitiques et monétaires incertaines, et l'accroissement des risques, pourraient continuer de perturber le retour de la confiance et peser encore fortement sur les décisions d'investissement des entreprises.

Comme les années précédentes, la principale incertitude concerne le niveau des commandes et du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes. La visibilité reste limitée et l'exigence de prudence maintenue.

Dans ce contexte, la société a pour objectif une croissance du chiffre d'affaires de 6 % à 12 % et du résultat opérationnel de 8 % à 25 %.

Ces variations sont à données comparables, établies à partir des résultats 2015 recalculés aux cours de change retenus pour 2016. La société a établi ses scénarios 2016 sur la base de parités arrêtées au 31 décembre 2015, notamment \$ 1,10 / € 1.

La société n'a pas couvert son exposition aux cours de change pour 2016.

Confiance dans les perspectives de croissance à moyen terme

Compte tenu des effets positifs attendus du plan de transformation, l'accélération des commandes de nouveaux systèmes devrait se concrétiser après une période de stabilisation et de normalisation du contexte macroéconomique.

Plus que jamais, l'entreprise toute entière est mobilisée sur l'intensification de la croissance de l'activité commerciale.

Confortée par la solidité de son modèle économique, des fondamentaux opérationnels toujours plus solides, une structure financière à nouveau renforcée et la pertinence de sa stratégie, la société reste confiante sur ses perspectives de croissance à moyen terme. Elle annoncera, le 9 février 2017, sa nouvelle feuille de route 2017-2019 à l'occasion de la publication des comptes du quatrième trimestre et de l'exercice 2016.

Le Conseil d'Administration

Le 11 février 2016

Attestation de la société relative au rapport du quatrième trimestre et de l'exercice 2015

« Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes pour le quatrième trimestre et l'exercice écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité du quatrième trimestre et de l'exercice 2015 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes auxquels elles sont confrontées. »

Paris, le 11 février 2016

Daniel Harari
Directeur Général

Jérôme Viala
Directeur Financier

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

Au 31 décembre

(en milliers d'euros)	2015	2014 ⁽¹⁾
Écarts d'acquisition	32 769	31 724
Autres immobilisations incorporelles	4 890	4 406
Immobilisations corporelles	19 706	16 447
Actifs financiers non courants	2 100	2 048
Impôts différés	8 696	8 005
Total actifs non courants	68 161	62 630
Stocks	23 326	21 848
Clients et comptes rattachés	53 404	50 531
Autres actifs courants	31 493	32 149
Trésorerie et équivalents de trésorerie	59 347	43 484
Total actifs courants	167 570	148 012
Total actifs	235 731	210 642

PASSIF

(en milliers d'euros)	2015	2014 ⁽¹⁾
Capital social	30 786	30 329
Primes d'émission et de fusion	9 018	7 282
Actions détenues en propre	(203)	(133)
Écarts de conversion	(8 194)	(8 503)
Réserves et résultats consolidés	81 547	65 327
Capitaux propres	112 954	94 302
Engagements de retraite	8 420	8 479
Emprunts et dettes financières à long terme	-	-
Total passifs non courants	8 420	8 479
Fournisseurs et autres passifs courants	57 561	53 216
Produits constatés d'avance	50 325	48 096
Dettes d'impôt exigible	3 561	2 857
Emprunts et dettes financières à court terme	-	394
Provisions	2 910	3 298
Total passifs courants	114 357	107 861
Total passifs et capitaux propres	235 731	210 642

(1) Les impacts de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre 2015 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2015 (douze mois)	Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre 2014 (trois mois) ⁽¹⁾	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2014 (douze mois) ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires	62 188	237 886	57 428	211 336
Coût des ventes	(15 740)	(58 580)	(14 955)	(55 606)
Marge brute	46 448	179 306	42 473	155 730
Frais de recherche et développement	(4 155)	(14 317)	(4 124)	(13 479)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(33 436)	(133 169)	(31 797)	(122 445)
Résultat opérationnel	8 858	31 820	6 552	19 806
Produits financiers	82	245	16	394
Charges financières	(111)	(462)	(84)	(418)
Résultat de change	171	(487)	(119)	(361)
Résultat avant impôts	8 999	31 116	6 365	19 421
Impôts sur le résultat	(1 592)	(7 738)	(1 595)	(5 051)
Résultat net	7 407	23 377	4 770	14 370

(en euros)

Résultat par action :

- de base	0,24	0,76	0,16	0,48
- dilué	0,24	0,74	0,15	0,47

Nombre d'actions utilisé pour les calculs :

- résultat de base	30 750 312	30 625 563	30 214 523	29 961 651
- résultat dilué	31 477 282	31 498 591	30 920 311	30 750 854

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre 2015 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2015 (douze mois)	Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre 2014 (trois mois) ⁽¹⁾	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2014 (douze mois) ⁽¹⁾
Résultat net	7 407	23 377	4 770	14 370
Écarts de conversion	(195)	224	299	382
Effet d'impôts	-	85	(164)	(164)
Total éléments qui seront reclassés en résultat net	(195)	309	135	218
Réévaluation du passif net au titre des régimes de retraite à prestations définies	229	398	(865)	(960)
Effet d'impôts	(65)	(108)	283	311
Total éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net	164	290	(582)	(649)
Total autres éléments du résultat global	(31)	599	(446)	(431)
Résultat global	7 376	23 976	4 324	13 939

(1) Les impacts de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans le compte de résultat consolidé au 31 décembre 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Du 1^{er} janvier au 31 décembre

(en milliers d'euros)

	2015	2014 ⁽¹⁾
I - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE		
Résultat net	23 377	14 370
Dotations nettes aux provisions, amortissements et dépréciations	7 276	4 778
Éléments non monétaires du résultat	(553)	(1 051)
Plus- ou moins-values sur cessions d'actifs	(5)	63
Variation des impôts différés	(393)	(304)
Capacité d'autofinancement d'exploitation	29 702	17 856
Variation des stocks et en-cours	(2 618)	(1 435)
Variation des créances clients et comptes rattachés	(2 593)	3 872
Variation des autres actifs et passifs courants	5 159	5 458
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	(52)	7 895
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	29 650	25 751
II - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(2 083)	(1 898)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(6 134)	(4 880)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	58	47
Coût d'acquisition des activités rachetées ⁽²⁾	-	(1 560)
Acquisitions d'immobilisations financières ⁽³⁾	(2 740)	(2 547)
Cessions d'immobilisations financières ⁽³⁾	2 787	2 574
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(8 112)	(8 264)
III - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentations de capital en numéraire	2 194	2 904
Versement de dividendes	(7 646)	(6 554)
Achats par la société de ses propres actions	(2 629)	(2 403)
Ventes par la société de ses propres actions	2 603	2 401
Flux sur instruments financiers dérivés de couverture d'investissement net	-	484
Remboursement des dettes long terme et court terme	(394)	(500)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(5 872)	(3 668)
Variation de la trésorerie	15 666	13 819
Trésorerie à l'ouverture	43 484	29 534
Variation de la trésorerie	15 666	13 819
Incidence des variations de cours de change	197	131
Trésorerie à la clôture	59 347	43 484
Cash-flow libre hors éléments non récurrents	21 538	19 047
Eléments non récurrents du cash-flow libre	-	-
Cash-flow libre	21 538	19 047
Impôts (payés) / remboursés, nets	(4 262)	(2 997)
Intérêts payés	-	-

(1) Les impacts de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans le tableau des flux de trésorerie consolidés au 31 décembre 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

(2) Au 31 décembre 2014, ce montant correspondait au coût d'acquisition des activités de l'ancien agent du Groupe en Corée du Sud (cf. note 3 ci-après).

(3) Ces montants comprennent, pour l'essentiel, la valorisation des achats et ventes d'actions propres réalisés dans le cadre du contrat de liquidité, dont la contrepartie figure dans les lignes correspondantes des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social		Capital social	Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Ecart de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur nominale						
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2014 ⁽¹⁾	29 664 415	1,00	29 664	5 043	(83)	(8 721)	58 063	83 966
Résultat net							14 370	14 370
Autres éléments du résultat global						218	(649)	(431)
Résultat global						218	13 721	13 939
Exercices d'options de souscription d'actions	664 699	1,00	665	2 239				2 904
Valorisation des options de souscription d'actions							136	136
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(50)			(50)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							32	32
Autres variations							(71)	(71)
Dividendes							(6 554)	(6 554)
Capitaux propres au 31 décembre 2014 ⁽¹⁾	30 329 114	1,00	30 329	7 282	(133)	(8 503)	65 327	94 302
Résultat net							23 377	23 377
Autres éléments du résultat global						309	290	599
Résultat global						309	23 667	23 976
Exercices d'options de souscription d'actions	457 285	1,00	457	1 737				2 194
Valorisation des options de souscription d'actions							167	167
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(70)			(70)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							30	30
Dividendes							(7 646)	(7 646)
Capitaux propres au 31 décembre 2015	30 786 399	1,00	30 786	9 018	(203)	(8 194)	81 547	112 954

(1) Les impacts de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés au 1^{er} janvier 2014 et au 31 décembre 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU QUATRIÈME TRIMESTRE ET DE L'EXERCICE 2015

1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Lectra, créée en 1973, cotée depuis 1987 sur Euronext (compartiment B), est leader mondial des logiciels, des équipements de CFAO et des services associés dédiés aux entreprises fortement utilisatrices de tissus, cuir, textiles techniques et matériaux composites. Lectra s'adresse à un ensemble de grands marchés mondiaux : principalement la mode et l'habillement, l'automobile (sièges et intérieurs de véhicules, airbags), l'ameublement ainsi qu'une grande variété d'autres industries (aéronautique, industrie nautique, éolien...).

Son offre technologique, spécifique à chaque marché, permet ainsi à ses clients de créer, développer et fabriquer leurs produits (vêtements, sièges, airbags...). Pour les métiers de la mode et de l'habillement, ses logiciels s'étendent à la gestion des collections et couvrent l'ensemble du cycle de vie des produits (*Product Lifecycle Management*, ou PLM). Lectra établit avec ses clients des relations de long terme, et leur propose des solutions complètes et innovantes.

Les clients du Groupe sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Lectra contribue à la résolution de leurs enjeux stratégiques : réduire les coûts et améliorer la productivité, diminuer le *time-to-market*, faire face à la mondialisation, développer et sécuriser les échanges d'informations électroniques, développer la qualité, répondre à la demande de *mass customisation*, assurer la maîtrise et le développement des marques. Le Groupe commercialise des solutions complètes associant la vente de logiciels et d'équipements à des prestations de services : maintenance technique, support, formation, conseil, vente de consommables et de pièces détachées.

Les équipements et logiciels sont conçus et développés par la société. Les équipements sont assemblés à partir de sous-ensembles fournis par un réseau international de sous-traitants, et testés, sur le site industriel principal de Bordeaux-Cestas (France), où est réalisé l'essentiel des activités de recherche et de développement.

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de plus de 1 500 collaborateurs dans le monde regroupant des équipes de recherche, techniques et commerciales expertes, connaissant parfaitement les domaines d'activité de leurs clients.

Le Groupe dispose, depuis le milieu des années 1980, d'une implantation mondiale d'envergure. Basée en France, Lectra accompagne ses clients dans plus de 100 pays à travers son réseau de 33 filiales commerciales et de services, complété par des agents et distributeurs dans certaines régions. Grâce à ce réseau unique au regard de ses concurrents, Lectra a, en 2015, réalisé en direct 91 % de son chiffre d'affaires. Ses cinq *Call Centers* internationaux de Bordeaux-Cestas (France), Madrid (Espagne), Milan (Italie), Atlanta (États-Unis) et Shanghai (Chine) couvrent l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie. L'ensemble de ses technologies est présenté dans son *International Advanced Technology & Conference Center* de Bordeaux-Cestas (France), pour l'Europe et les visiteurs internationaux, et ses deux *International Advanced Technology Centers* d'Atlanta (États-Unis) pour les Amériques et Shanghai (Chine) pour l'Asie-Pacifique. Lectra offre ainsi à tous ses clients une forte proximité géographique avec plus de 830 collaborateurs dans ses filiales commerciales et de services. Plus de 260 ingénieurs sont dédiés à la R&D et près de 160 personnes aux achats industriels, à l'assemblage et aux tests des équipements de CFAO et à la logistique.

Modèle économique

Le modèle économique de Lectra repose sur trois piliers :

- un équilibre des risques, qui bénéficient d'une couverture naturelle par la répartition de l'activité sur des marchés sectoriels et géographiques aux cycles différents et le très grand nombre de clients dans le monde entier ;
- une répartition équilibrée du chiffre d'affaires entre le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes, moteur de la croissance de l'entreprise, et le chiffre d'affaires des contrats récurrents, consommables et pièces détachées, essentiel à sa stabilité, qui constitue un amortisseur en période de conjoncture difficile ;
- la génération d'un cash-flow libre annuel supérieur au résultat net, dans l'hypothèse de l'utilisation ou de l'encaissement du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité et emploi annuels applicables en France.

2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Board* et telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site Internet de la Commission européenne :

http://ec.europa.eu/finance/accounting/ias/index_fr.htm

Les comptes consolidés au 31 décembre 2015 ont été préparés selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes annuels 2014, complétées par l'application de l'interprétation IFRIC 21 présentée ci-dessous. Ils ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration et arrêtés lors de sa réunion du 11 février 2016. Les procédures d'audit sur les comptes consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis à l'issue du Conseil d'Administration du 25 février 2016, qui arrêtera l'annexe aux comptes consolidés. Les comptes du quatrième trimestre, pris isolément, n'ont pas fait l'objet d'un examen par les Commissaires aux comptes.

Le Groupe a appliqué l'interprétation IFRIC 21 – Droits ou taxes, obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015. L'application rétrospective de cette interprétation l'a conduit à retraiter les chiffres de l'année 2014 publiés. Les impacts dans le compte de résultat consolidé sont limités aux lignes « Frais commerciaux, généraux et administratifs », « Résultat opérationnel » (pour le même montant), « Impôts sur le résultat » et « Résultat net » :

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

2014 : trimestre clos le	31 mars	30 juin	30 septembre	31 décembre	2014
Résultat opérationnel :					
- publié	2 301	3 818	7 260	6 402	19 781
- retraité	1 918	3 949	7 387	6 552	19 806
Résultat net :					
- publié	1 838	2 768	5 077	4 670	14 353
- retraité	1 585	2 854	5 161	4 770	14 370

Par ailleurs, les capitaux propres consolidés retraités ont été augmentés de € 137 milliers au 1^{er} janvier 2014 et de € 154 milliers au 31 décembre 2014.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de normes, amendements et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015.

Les comparaisons mentionnées « à données comparables » sont établies à partir des chiffres 2015 traduits à cours de change 2014, comparés aux données réelles 2014.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables. Si ces estimations ont été réalisées dans un contexte particulièrement incertain, les caractéristiques du modèle économique du Groupe permettent d'en assurer la pertinence.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives pour l'établissement des états financiers consolidés, concernent les modalités de dépréciation des écarts d'acquisition et les impôts différés.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires lié à la vente de matériels et de logiciels est reconnu lorsque les risques et avantages significatifs liés à la propriété sont transférés à l'acquéreur.

Pour les matériels, ces conditions sont remplies lors du transfert physique du matériel tel que déterminé par les conditions de vente contractuelles. Pour les logiciels, ces conditions sont généralement remplies lorsque le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux contrats d'évolution des logiciels et de services récurrents, facturé par avance, est pris en compte de manière étalée sur la durée des contrats.

Le chiffre d'affaires lié à la facturation des services ne faisant pas l'objet de contrats récurrents est reconnu lors de la réalisation de la prestation ou, le cas échéant, en fonction de son avancement.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks, en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de développement au moment où ils surviennent ne sont pas remplis et ces derniers, ainsi que les frais de recherche, sont donc comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus.

Le crédit d'impôt recherche et la part du crédit d'impôt compétitivité et emploi relative au personnel de R&D applicables en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de R&D, sont présentés en déduction des dépenses de R&D.

Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'effet dilutif des options de souscription d'actions en circulation au cours de la

période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société dans le seul cadre du contrat de liquidité.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des options de souscription d'actions sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen de Bourse de l'exercice. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des options de souscription d'actions.

Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital dilué.

Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise.

Secteurs opérationnels

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein du Groupe. Les secteurs opérationnels présentés en note 6 sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité Exécutif, « principal décideur opérationnel » du Groupe.

Les secteurs opérationnels correspondent aux grandes régions commerciales, regroupant des pays pour lesquels les caractéristiques économiques sont similaires (nature des produits et services, type de clients, méthodes de distribution) : il s'agit des régions Amériques, Europe, Asie-Pacifique et du reste du monde où la présence de la société concerne principalement les pays d'Afrique du Nord, l'Afrique du Sud, la Turquie, Israël et les pays du Moyen-Orient. Ces régions exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune activité industrielle ou de R&D et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, communication, logistique, achats, production, R&D, finance, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans un secteur opérationnel complémentaire, le secteur « Siège ».

La mesure de performance se fait sur le résultat opérationnel courant du secteur en excluant, le cas échéant, les produits et charges à caractère non récurrent et les pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation inter-secteurs. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits, et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le Siège, une partie de la marge brute globale consolidée est conservée dans le calcul du résultat du secteur Siège et doit permettre d'en absorber les coûts. Les frais généraux du Siège étant pour l'essentiel fixes, sa marge brute et par conséquent son résultat opérationnel dépendent donc essentiellement du volume d'activité réalisé par les régions commerciales.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 31 décembre 2015, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre la société mère Lectra SA, 29 sociétés consolidées par intégration globale.

La société a créé, en octobre 2015, une nouvelle filiale, Lectra Tunisie CP, dont l'unique activité est la vente de consommables et pièces détachées en Tunisie. Cette filiale a repris, depuis le 1^{er} octobre 2015, l'activité correspondante qui était jusqu'alors gérée et facturée directement par

Lectra SA depuis la France, la première filiale Lectra Systèmes Tunisie ne pouvant vendre que des services. L'incidence de la création de Lectra Tunisie CP sur le compte de résultat et l'état de la situation financière du Groupe est négligeable.

Il n'y a pas eu d'autre variation de périmètre en 2015.

La société avait créé, en avril 2014, une nouvelle filiale en Corée du Sud, Lectra Korea, qui a repris les activités de l'agent qui représentait Lectra depuis de nombreuses années, et qui est consolidée depuis le 1^{er} mai 2014 par intégration globale. L'incidence de la création de cette filiale et de cette reprise d'activités sur le compte de résultat et l'état de la situation financière du Groupe a été négligeable, l'essentiel des ventes dans ce pays étant préalablement facturé par Lectra SA.

Quatre filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 31 décembre 2015, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à € 1,2 million, la valeur totale de leur état de la situation financière à € 2,5 millions et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par Lectra SA.

Les transactions avec ces parties liées correspondent principalement aux achats effectués auprès de Lectra SA pour leur activité locale ou aux frais et commissions facturés à Lectra SA pour assurer leur fonctionnement lorsqu'elles jouent un rôle d'agent. Ces transactions ne représentent pas un montant significatif au 31 décembre 2015.

4. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

4.1 Quatrième trimestre 2015

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre				
	2015		2014 ⁽¹⁾	Variation 2015/2014	
	Réel	A cours de change 2014	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	62 188	58 988	57 428	+8%	+3%
Coût des ventes	(15 740)	(15 449)	(14 955)	+5%	+3%
Marge brute	46 448	43 539	42 473	+9%	+3%
(en % du chiffre d'affaires)	74,7%	73,8%	74,0%	+0,7 point	-0,2 point
Frais de recherche et de développement	(4 155)	(4 156)	(4 124)	+1%	+1%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(33 436)	(32 402)	(31 797)	+5%	+2%
Résultat opérationnel	8 858	6 981	6 552	+35%	+7%
(en % du chiffre d'affaires)	14,2%	11,8%	11,4%	+2,8 points	+0,4 point
Résultat avant impôts	8 999	7 122	6 365	+41%	+12%
Impôt sur le résultat	(1 592)	na	(1 595)	0%	na
Résultat net	7 407	na	4 770	+55%	na

(1) Les impacts de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans le compte de résultat consolidé au 31 décembre 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

4.2 Exercice 2015

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre				
	2015		2014 ⁽¹⁾	Variation 2015/2014	
	Réel	A cours de change 2014	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	237 886	221 523	211 336	+13%	+5%
Coût des ventes	(58 580)	(57 127)	(55 606)	+5%	+3%
Marge brute	179 306	164 396	155 730	+15%	+6%
(en % du chiffre d'affaires)	75,4%	74,2%	73,7%	+1,7 point	+0,5 point
Frais de recherche et de développement	(14 317)	(14 317)	(13 479)	+6%	+6%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(133 169)	(127 189)	(122 445)	+9%	+4%
Résultat opérationnel	31 820	22 890	19 806	+61%	+16%
(en % du chiffre d'affaires)	13,4%	10,3%	9,4%	+4,0 points	+0,9 point
Résultat avant impôts	31 116	22 186	19 421	+60%	+14%
Impôt sur le résultat	(7 738)	na	(5 051)	+53%	na
Résultat net	23 377	na	14 370	+63%	na

(1) Les impacts de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans le compte de résultat consolidé au 31 décembre 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

5. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

5.1 Quatrième trimestre 2015

Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre							
	2015			2014		Variation 2015/2014		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2014	Réel	%	Données réelles		
Europe, dont :	25 830	42%	25 656	27 510	48%	-6%	-7%	
- France	4 421	7%	4 428	4 582	8%	-4%	-3%	
Amériques	19 100	31%	17 312	14 829	26%	+29%	+17%	
Asie - Pacifique	13 890	22%	12 613	11 147	19%	+25%	+13%	
Autres pays	3 368	5%	3 407	3 942	7%	-15%	-14%	
Total	62 188	100%	58 988	57 428	100%	+8%	+3%	

Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre							
	2015			2014		Variation 2015/2014		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2014	Réel	%	Données réelles		
Logiciels, dont :	17 673	28%	16 990	16 755	29%	+5%	+1%	
- nouvelles licences	5 977	10%	5 671	5 872	10%	+2%	-3%	
- contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels	11 696	19%	11 319	10 883	19%	+7%	+4%	
Équipements de CFAO	16 370	26%	15 108	15 519	27%	+5%	-3%	
Contrats de maintenance et de services en ligne des équipements	8 577	14%	8 153	7 915	14%	+8%	+3%	
Consommables et pièces détachées	15 894	26%	15 206	14 065	24%	+13%	+8%	
Formation, conseil	3 051	5%	2 928	2 640	5%	+16%	+11%	
Divers	623	1%	603	534	1%	+17%	+13%	
Total	62 188	100%	58 988	57 428	100%	+8%	+3%	

Répartition du chiffre d'affaires entre chiffre d'affaires des nouveaux systèmes et chiffre d'affaires récurrent

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre							
	2015			2014		Variation 2015/2014		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2014	Réel	%	Données réelles		
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	26 021	42%	24 311	24 565	43%	+6%	-1%	
Chiffre d'affaires récurrent ⁽²⁾ , dont :	36 167	58%	34 677	32 863	57%	+10%	+6%	
- contrats récurrents	20 273	32%	19 471	18 798	33%	+8%	+4%	
- consommables et pièces détachées	15 894	26%	15 206	14 065	24%	+13%	+8%	
Total	62 188	100%	58 988	57 428	100%	+8%	+3%	

(1) Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de formation et de conseil, ainsi que les interventions ponctuelles réalisées sur la base installée.

(2) Le chiffre d'affaires récurrent est de deux natures et comprend :

- les contrats récurrents : contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels, et contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO, renouvelables annuellement ;
- le chiffre d'affaires des consommables et des pièces détachées, statistiquement récurrent.

5.2 Exercice 2015

Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre						
	2015			2014		Variation 2015/2014	
	Réel	%	A cours de change 2014	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Europe, dont :	101 420	43%	101 005	98 203	46%	+3%	+3%
- France	16 625	7%	16 663	16 620	8%	0%	0%
Amériques	65 955	28%	57 254	51 620	24%	+28%	+11%
Asie - Pacifique	55 842	23%	48 973	47 770	23%	+17%	+3%
Autres pays	14 669	6%	14 291	13 743	7%	+7%	+4%
Total	237 886	100%	221 523	211 336	100%	+13%	+5%

Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre						
	2015			2014		Variation 2015/2014	
	Réel	%	A cours de change 2014	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Logiciels, dont :	69 732	29%	65 822	63 430	30%	+10%	+4%
- nouvelles licences	23 728	10%	22 077	21 784	10%	+9%	+1%
- contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels	46 004	19%	43 745	41 646	20%	+10%	+5%
Équipements de CFAO	61 292	26%	55 889	54 330	26%	+13%	+3%
Contrats de maintenance et de services en ligne des équipements	33 694	14%	31 340	29 852	14%	+13%	+5%
Consommables et pièces détachées	58 837	25%	54 872	51 256	24%	+15%	+7%
Formation, conseil	12 168	5%	11 514	10 368	5%	+17%	+11%
Divers	2 163	1%	2 086	2 100	1%	+3%	-1%
Total	237 886	100%	221 523	211 336	100%	+13%	+5%

Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre						
	2015			2014		Variation 2015/2014	
	Réel	%	A cours de change 2014	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	99 351	42%	91 566	88 582	42%	+12%	+3%
Revenus récurrents ⁽²⁾ , dont :	138 535	58%	129 957	122 754	58%	+13%	+6%
- contrats récurrents	79 698	33%	75 085	71 498	34%	+11%	+5%
- consommables et pièces détachées	58 837	25%	54 872	51 256	24%	+15%	+7%
Total	237 886	100%	221 523	211 336	100%	+13%	+5%

(1) Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de formation et de conseil, ainsi que les interventions ponctuelles réalisées sur la base installée.

(2) Le chiffre d'affaires récurrent est de deux natures et comprend :

- les contrats récurrents : contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels, et contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO, renouvelables annuellement ;
- le chiffre d'affaires des consommables et des pièces détachées, statistiquement récurrent.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes par marché sectoriel

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre						
	2015			2014		Variation 2015/2014	
	Réel	%	A cours de change 2014	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Mode et habillement	47 078	47%	43 205	41 371	46%	+14%	+4%
Automobile	33 485	34%	30 713	35 433	40%	-5%	-13%
Ameublement	13 524	14%	12 781	5 832	7%	+132%	+119%
Autres industries	5 264	5%	4 867	5 946	7%	-11%	-18%
Total	99 351	100%	91 566	88 582	100%	+12%	+3%

6. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2015 (en milliers d'euros)	Europe	Amériques	Asie- Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	101 420	65 955	55 842	14 669	0	237 886
Résultat opérationnel	11 064	5 126	(1 855)	1 835	15 650	31 820

Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2014 (en milliers d'euros)	Europe	Amériques	Asie- Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	98 203	51 619	47 770	13 744	0	211 336
Résultat opérationnel ⁽¹⁾	9 415	1 699	348	1 985	6 359	19 806

(1) Les impacts de l'application de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans le compte de résultat consolidé au 31 décembre 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

Le résultat opérationnel obtenu par l'addition des résultats des secteurs est identique au résultat opérationnel tel qu'il figure dans les états financiers consolidés du Groupe ; aucune réconciliation n'est donc nécessaire.

7. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2015 (en milliers d'euros)	Trésorerie brute	Dettes financières	Trésorerie nette (+) Endettement net (-)
Cash-flow libre	21 538	-	21 538
Augmentations de capital ⁽¹⁾	2 194	-	2 194
Achat et vente par la société de ses propres actions ⁽²⁾	(26)	-	(26)
Versement de dividendes	(7 646)	-	(7 646)
Variation de l'endettement	(394)	394	-
Effet de la variation des devises – divers	197	-	197
Variation de la période	15 863	394	16 257
Situation au 31 décembre 2014	43 484	(394)	43 090
Situation au 31 décembre 2015	59 347	-	59 347
Variation de la période	15 863	394	16 257

(1) Résultant exclusivement de l'exercice d'options de souscription d'actions

(2) Uniquement au travers du contrat de liquidité confié à Exane BNP Paribas (cf. note 9)

Le cash-flow libre au 31 décembre 2015 est de € 21,5 millions. Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation de € 29,7 millions, d'investissements de € 8,1 millions et d'une augmentation du besoin en fonds de roulement de € 0,1 million.

Le montant des investissements a augmenté de € 1,4 million en 2015 par rapport à 2014 en raison de l'accélération, en 2015, du programme de réhabilitation et d'agrandissement du site de Bordeaux-Cestas lancé en 2014, qui se déroulera jusqu'au début de l'année 2017 et dont le budget global est de l'ordre de € 8 à € 10 millions.

Les principales variations du besoin en fonds de roulement sont les suivantes :

- + € 2,6 millions proviennent de l'augmentation des créances clients consécutive à la forte hausse du chiffre d'affaires (la variation des créances figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés est obtenue en tenant compte de la rubrique « produits constatés d'avance » dans l'état de la situation financière, qui comprend, pour l'essentiel, la quote-part des contrats récurrents facturés qui n'est pas encore reconnue en chiffre d'affaires) ;
- + € 2,6 millions proviennent de l'augmentation des stocks ;

- + € 0,7 million provient de l'augmentation de la créance de Lectra SA sur le Trésor public français relative au crédit d'impôt recherche, net des imputations sur l'impôt à payer de l'exercice et du remboursement du crédit d'impôt recherche de 2011 (€ 4,8 millions) ;
- -€ 3,7 millions proviennent de la hausse des dettes fournisseurs ;
- -€ 1,6 million provient de l'augmentation des acomptes clients au bilan, les commandes de nouveaux systèmes du quatrième trimestre 2015 ayant été supérieures à celles du quatrième trimestre 2014 ;
- -€ 0,5 million provient des variations des autres actifs et passifs courants ; aucune de ces variations, prise individuellement, ne représente un montant significatif.

Le besoin en fonds de roulement au 31 décembre 2015 est négatif de € 3,2 millions. Il comprend une créance de € 23,7 millions sur le Trésor public français au titre du crédit d'impôt recherche non encaissé et non imputé sur l'impôt (*cf.* note 8 ci-après). Retraité de cette créance, le besoin en fonds de roulement est négatif de € 27,0 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

8. CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE – CRÉDIT D'IMPÔT COMPÉTITIVITÉ ET EMPLOI

Le crédit d'impôt recherche et le crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisés dans l'année, lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés, font l'objet d'une créance sur le Trésor public français qui, si elle n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, est remboursée à la société au cours de la quatrième année.

Les crédits d'impôt compétitivité et emploi relatifs aux exercices 2013, 2014 et 2015 ont été intégralement imputés sur l'impôt sur les sociétés à payer par Lectra SA.

Ainsi, au 31 décembre 2015, Lectra SA détient une créance de € 23,7 millions sur le Trésor public français composée du solde du crédit d'impôt recherche, après imputation sur l'impôt sur les sociétés de chaque exercice : pour 2015 (€ 5,7 millions), 2014 (€ 6,9 millions), 2013 (€ 6,1 millions) et 2012 (€ 5,1 millions). Compte tenu de ses estimations des montants de ces crédits d'impôt et de l'impôt sur les sociétés pour les trois prochains exercices, la société n'anticipe pas de décaissement au titre de l'impôt sur les sociétés sur lequel sera intégralement imputé le crédit d'impôt compétitivité et emploi et, le cas échéant, le crédit d'impôt recherche de chaque exercice. Elle a ainsi encaissé au cours du troisième trimestre 2015 le solde de € 4,8 millions au titre du crédit d'impôt 2011 et devrait percevoir le remboursement du solde des crédits d'impôt non imputés comme suit : 2016 (crédit d'impôt 2012), 2017 (crédit d'impôt 2013), 2018 (crédit d'impôt 2014) et 2019 (crédit d'impôt 2015). Cette situation perdurera tant que le montant des crédits d'impôt annuels sera supérieur à celui de l'impôt sur les sociétés à payer.

Si le montant de l'impôt sur les sociétés devait devenir supérieur à celui des crédits d'impôt de l'année, la société continuerait à ne pas décaisser le montant de l'impôt jusqu'à l'imputation de la totalité de la créance correspondante. Puis, elle compenserait chaque année l'intégralité de ces crédits d'impôt sur l'impôt à payer de la même année et devrait décaisser le solde.

9. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Depuis le 1^{er} janvier 2015, la société a acheté 224 037 actions et en a vendu 220 629 aux cours moyens respectifs de € 11,74 et de € 11,80 dans le cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Au 31 décembre 2015, elle détenait 18 340 de ses propres actions (soit moins de 0,1 % du capital social) à un prix de revient moyen de € 11,06, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

10. TRÉSORERIE DISPONIBLE ET TRÉSORERIE NETTE

(en milliers d'euros)	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Trésorerie et équivalents de trésorerie	59 347	43 484
Emprunts et dettes financières	-	(394)
Trésorerie nette	59 347	43 090

Après le remboursement le 31 mars 2015 du solde de € 0,4 million des avances publiques correspondant à des aides au financement de programmes de R&D, qui constituaient son unique endettement, le Groupe n'a plus d'emprunts ou de dettes financières. De ce fait, sa trésorerie disponible et sa trésorerie nette s'élevaient toutes les deux à € 59,3 millions.

11. RISQUE DE CHANGE

La politique de gestion du risque de change demeure inchangée par rapport au 31 décembre 2014.

Au cours de l'exercice 2015, la parité moyenne entre le dollar américain et l'euro était de \$ 1,11 / € 1.

Instrument financiers de couverture du risque de change

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 31 décembre 2015 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de € 4,7 millions, destinés à couvrir des positions existantes.

La société a ainsi couvert en quasi-totalité ses positions de bilan.

A la date du présent rapport, la société n'a pas couvert son exposition au dollar américain au-delà du 31 décembre 2015.

12. SENSIBILITÉ DU MODÈLE ÉCONOMIQUE

Sensibilité du résultat opérationnel à une variation du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Dans le modèle économique de la société, chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes en plus ou en moins se traduirait par une variation de même sens du résultat opérationnel d'environ € 0,45 million.

Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel aux variations des cours des devises

La société a établi ses scénarios 2016 sur la base de parités arrêtées au 31 décembre 2015 des devises dans lesquelles le Groupe réalise son chiffre d'affaires, notamment \$ 1,10 / € 1.

La conversion des résultats 2015 aux cours de change retenus pour 2016 se traduit par une diminution mécanique du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel 2015 de € 1,6 million et € 0,3 million respectivement, à € 236,3 millions et € 31,5 millions. La marge opérationnelle baisse de 0,1 point à 13,3 %. Malgré l'impact positif sur la parité \$/€ (\$ 1,10 / € 1 pour 2016 et \$ 1,11 / € 1 en 2015), les évolutions d'autres devises viennent plus que compenser cet impact.

Compte tenu de la part estimée du chiffre d'affaires et des dépenses réalisée en dollar ou dans des devises corrélées au dollar une baisse de l'euro de 5 cents par rapport au dollar (portant la parité à \$ 1,05 / € 1) se traduirait par une augmentation mécanique du chiffre d'affaires 2016 d'environ € 4,4 millions et du résultat opérationnel de € 2,4 millions. A l'inverse, une appréciation de l'euro de 5 cents (soit \$ 1,15 / € 1) se traduirait par une diminution du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel des mêmes montants.

A la date du présent rapport, la parité est de \$ 1,13 / € 1.

En complément des fluctuations par rapport au dollar et aux devises qui lui sont fortement corrélées, l'euro enregistre des variations de sa parité avec les autres devises, mais ces variations sont le plus souvent hétérogènes, dans leur sens (à la hausse ou à la baisse) comme dans leur ampleur.